

Une école transfrontalière verra le jour à Ambilly

Tribune de Genève 15.4.2015

Le futur bâtiment accueillera deux filières distinctes pour le personnel suisse et français

Céline Garcin

Il revêt une fonction symbolique pour la région. «Si nous ne sommes pas capables de réaliser ce projet, alors il ne faut plus parler de Grand Genève», ose même trancher le président du Conseil régional Rhône-Alpes, Jean-Jack Queyranne.

Ce projet, c'est celui de l'institut transfrontalier de formation en santé sur le site de l'ancien hôpital d'Ambilly, proche de la douane de Pierre-à-Bochet. Longtemps porté du côté genevois par Charles Beer qui y voyait un moyen de pallier la pénurie d'infirmiers des deux côtés de la frontière, le projet avait subi un gros coup de frein au changement de

«Ce projet est la preuve que les Genevois sont favorables au développement de la région, pour autant que ce ne soit pas à leur frais»



Mauro Poggia
Conseiller d'Etat
en charge
de la Santé

gouvernement. Relancé par les élus de Rhône-Alpes l'année passée, il est aujourd'hui sur le point d'être concrétisé. Un accord franco-genevois devrait être signé d'ici à la fin de juin. Si tout se passe bien, la future école ouvrira ses portes à la rentrée 2018.

Ambitions revues à la baisse
Les ambitions initiales de l'ancien conseiller d'Etat en charge de l'Education et du maire d'Anne-



L'actuel Institut de formation en soins infirmiers à Ambilly voué à disparaître lorsque la nouvelle école transfrontalière verra le jour sur le site de l'ancien hôpital. LUCIEN FORTUNATI

masse, Christian Dupessey, ont toutefois été revues à la baisse. Leur rêve de mettre en place une formation commune reconnue par les deux pays n'était pas réalisable dans un délai acceptable. «C'était trop compliqué; il aurait fallu créer un accord international», explique l'élu français.

Ce sont donc deux filières distinctes qui seront hébergées dans le futur bâtiment financé en totalité par la France - 12 millions d'euros - et dans lequel le Canton louera 800 m² de locaux. Les Français y formeront 130 infirmiers et 80 aides-soignants - contre respectivement 108 et 68 aujourd'hui - tandis que les Suisses proposeront, de leur côté, 80 places de formation continue pour

adultes dans les professions d'aides en soin et accompagnement, d'assistants en soins et santé communautaire et d'assistants sociaux éducatifs.

Un projet «emblématique»

Compte tenu de sa pénurie de personnel infirmier, pourquoi le Canton n'a-t-il pas décidé d'ouvrir lui aussi de nouvelles places de formation dans ce domaine? «La Haute Ecole de santé a produit des efforts considérables, elle pourra désormais accueillir des volées de 160 infirmiers, répond Anne Emery-Torracinta, conseillère d'Etat en charge du Département de l'instruction publique, par l'intermédiaire de sa porte-parole. Un bâtiment supplémentaire, at-

tendu à l'horizon 2020, permettra d'augmenter cette capacité jusqu'à 220 étudiants», soit le nombre de nouveaux infirmiers requis chaque année déjà aujourd'hui par Genève.

Mais plus que le côté pratique, c'est la décision politique qui importe dans ce projet qui se concrétise un an après le refus des Genevois de participer au financement de P+R en France voisine. «On apporte une réponse commune à une problématique commune, c'est du gagnant-gagnant, se félicite Christian Dupessey. C'est emblématique de notre démarche de construction du Grand Genève.» Pour Mauro Poggia, conseiller d'Etat MCG en charge de la Santé, ce projet est simplement la preuve que «les Genevois sont favorables au développement de la région, pour autant que ce ne soit pas à leur frais».

Si les deux formations seront dans un premier temps dispensées en parallèle, le maire d'Annenasse et le magistrat genevois espèrent qu'avec le temps des «synergies se créeront» entre enseignants et étudiants français et suisses. «Mais il ne faut pas brûler les étapes, confie l'élu français. Il s'agit d'abord de lancer la machine.»

Historique du projet franco-genevois

L'idée d'un institut transfrontalier de formation en soins infirmiers est née il y a environ quatre ans. Elle émane de Robert Borrel, ancien président de l'ARC Syndicat mixte, soit le partenaire français du Grand Genève. L'objectif du projet était alors de pallier le manque de soignants dans la région.

Depuis des décennies, Genève et la France voisine se disputent en effet les infirmiers. Et la bataille se joue en faveur de la Suisse. Avec un premier salaire de 6500 francs contre 1500 euros, la tentation est grande pour le personnel français de postuler de l'autre côté de la frontière. **C.G.**